

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/M/40

14 mars 2003

(03-1512)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE TENUE LE 17 JUIN 2002

Président: S.E. M. Milan Hovorka (République tchèque)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité") a tenu une réunion extraordinaire le 17 juin 2002.

2. Ainsi qu'il était indiqué dans l'aérogamme WTO/AIR/1832, l'objet de la réunion extraordinaire était de procéder à un échange de vues sur toute documentation additionnelle, y compris les questions et réponses écrites, reçue depuis la réunion extraordinaire du Comité des 30 avril et 1^{er} mai 2002 au sujet des demandes au titre de l'article 27.4 et des réserves de droits présentées par certains Membres figurant sur la liste de l'annexe VII b), ainsi que sur le séminaire sur la notification des subventions dont la tenue était prévue pour novembre 2002. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'énoncé dans l'aérogamme annonçant la réunion.

3. Le Président a proposé de commencer la séance avec la documentation additionnelle que le Comité avait reçue depuis la réunion d'avril-mai eu égard aux demandes et aux réserves de droits se rapportant aux prorogations au titre de l'article 27.4. En particulier, un certain nombre de nouvelles questions écrites avaient été présentées, et des réponses écrites données, relativement à un certain nombre de ces demandes et réserves de droits. La plupart des nouvelles questions avaient été présentées après que la date limite eut été fixée, mais le Président a noté avec satisfaction qu'un certain nombre de délégations qui avaient reçu des questions avaient fourni des réponses écrites avant l'actuelle réunion. Des copies de toutes les nouvelles questions et réponses reçues avant l'ouverture de la présente session avaient été mises à disposition. Le Président souhaitait rappeler aux Membres qu'il était important de présenter les questions dans les délais fixés, de manière à donner aux Membres qui les recevaient le temps de se préparer et de distribuer leurs réponses avant les réunions. Il inviterait les délégations qui avaient reçu des questions mais n'avaient pas encore fourni de réponses écrites à prendre la parole et à donner des réponses orales. Bien sûr, les réponses écrites devraient être communiquées le plus tôt possible après la réunion. Passant à l'examen des demandes et des réserves de droits, il a proposé que le Comité, dans un premier temps, procède à l'examen de la nouvelle documentation reçue, selon l'ordre indiqué dans l'aérogamme.

I. DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 ET RÉSERVES DE DROITS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES FIGURANT SUR LA LISTE DE L'ANNEXE VII B)

A. DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 POUR LESQUELLES DE LA DOCUMENTATION ADDITIONNELLE A ÉTÉ REÇUE DEPUIS LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE D'AVRIL-MAI 2002

4. La première demande au titre de l'article 27.4 dont ont été saisis les participants était celle d'Antigua-et-Barbuda. Les demandes et la documentation connexe se trouvaient dans les documents G/SCM/N/74/ATG et G/SCM/N/71/ATG. Cette demande avait été présentée conformément aux

procédures spéciales convenues par les Ministres à Doha et énoncées dans le document G/SCM/39. Depuis la dernière réunion du Comité, les Communautés européennes et les États-Unis avaient posé des questions complémentaires, qui étaient reproduites dans les documents G/SCM/Q3/ATG/6 et 7 respectivement, et les réponses d'Antigua-et-Barbuda se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/ATG/8. Étant donné que la délégation d'Antigua-et-Barbuda n'était pas représentée à la réunion, le Président a dit qu'il avait l'intention de revenir sur cette demande à la prochaine réunion et qu'il communiquerait dans l'intervalle avec cette délégation pour clarifier la situation.

5. Concernant la demande de la Barbade, le Président a rappelé qu'elle avait été présentée conformément aux procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39. Depuis la dernière réunion du Comité, les États-Unis avaient posé des questions complémentaires, qui étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/BRB/7. La Barbade avait fourni des réponses écrites, qui se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/BRB/8, lequel contenait aussi les réponses écrites aux questions déjà posées par l'Australie, le Japon, les Communautés européennes et la Suisse. Pour ce qui était de la question posée par les États-Unis qui voulaient savoir si la Barbade pourrait fournir, pour chacun des programmes pour lesquels elle demandait une prorogation, les textes d'application et toutes les modifications pertinentes qui y avaient été apportées, le représentant de la Barbade a dit que les textes en question avaient été transmis au Secrétariat de l'OMC le 6 novembre 2001 dans le contexte de l'examen de la politique commerciale de son pays.

6. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation se réjouissait de cette réponse. Une des difficultés qu'avait la délégation américaine vis-à-vis de cette législation était que le Comité ne parvenait pas à la relier à une notification à l'OMC qui aurait été clairement et facilement accessible au Comité. Il a de ce fait demandé à la Barbade d'adresser de nouveau ladite notification au Comité et de confirmer qu'elle n'avait pas été modifiée.

7. Les Communautés européennes ont demandé, à titre de question complémentaire orale à la réponse de la Barbade à la cinquième question posée par les États-Unis, si la Barbade était en mesure d'indiquer la monnaie dans laquelle les chiffres étaient exprimés. La représentante de la Barbade a dit qu'elle demanderait un éclaircissement à ce sujet.

8. Concernant la demande du Belize, le Président a noté qu'elle avait été présentée conformément aux procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39. Depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires écrites, reproduites dans le document G/SCM/Q3/BLZ/7. Les réponses écrites à ces questions, ainsi que les réponses additionnelles aux questions posées précédemment, se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/BLZ/8. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

9. La demande suivante était celle de la Colombie, qui sollicitait une prorogation en se fondant sur le texte du paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle sur la mise en œuvre dans le cas de deux programmes, et sur l'article 27.4 seul dans le cas d'un programme. Depuis la dernière réunion du Comité, l'Équateur avait présenté des questions et des observations écrites, reproduites dans le document G/SCM/Q3/COL/12, et la Colombie avait fourni des réponses écrites, qui se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/COL/13.

10. Le représentant de l'Équateur tenait à remercier la Colombie de ses réponses aux questions de son pays. Ces réponses encourageaient la transparence et lui permettaient de formuler des observations. Sa délégation estimait essentiel de clarifier certains éléments concernant les réponses de la Colombie, eu égard surtout à son interprétation du mandat issu de Doha. Le mandat de mise en œuvre conféré à Doha se référait explicitement à la situation particulière de certains pays en développement dans l'application des procédures prévues dans le document G/SCM/39. Ce document énonçait les droits accordés à certains pays en matière de prorogation, qu'il assortissait cependant d'obligations auxquelles devaient se conformer les pays demandeurs: leur part du commerce mondial

d'exportation de marchandises ne devait pas dépasser 0,10 pour cent et leur PIB devrait être inférieur à 20 milliards de dollars. Or la Colombie ne remplissait cette condition prévue dans le document G/SCM/39, pas plus qu'elle n'avait correctement interprété le paragraphe 10.6 du mandat issu de Doha. Elle ne pouvait pas être considérée comme étant au même stade de développement que les pays admis à demander des prorogations, puisque son PIB était quatre fois trop élevé et que la valeur de son commerce d'exportation dépassait de beaucoup celle des autres pays qui avaient été dûment admis à demander des prorogations. Il était de la responsabilité du Comité de faire en sorte que ces conditions préalables soient remplies, sous peine de grave préjudice pour le commerce de petits pays en développement tels que l'Équateur, qui répondaient à ces conditions mais n'avaient pas ce genre de programme. En conséquence, il ne faisait aucun doute que le mandat issu de Doha devait être appliqué au cas par cas, pays par pays, individuellement et distinctement, de manière que seuls les pays qui répondaient aux conditions convenues par les Membres soient habilités à demander des prorogations.

11. L'intervenant tenait aussi à dire que les réponses de la Colombie n'étaient pas satisfaisantes et que cela reviendrait à lui donner un chèque en blanc que de lui accorder des prorogations en l'absence d'indication claire quant aux produits qui en bénéficieraient. Le document renfermant les réponses de la Colombie à l'Australie (G/SCM/Q3/COL/7, daté du 11 mars 2002) indiquait que le secteur des produits alimentaires figurait parmi ceux qui bénéficiaient du programme relatif aux zones franches. *Idem* pour ce qui était des réponses au Japon, qui décrivaient le programme SIEX comme incluant lui aussi dans ses bénéficiaires le secteur des produits alimentaires. L'Équateur s'inquiétait en l'occurrence de l'inclusion des produits agro-industriels, lesquels ne relevaient pas de l'Accord SMC mais plutôt de celui sur l'agriculture. Pour ces raisons, estimait l'Équateur, la Colombie n'avait pas rempli les conditions de base qui auraient permis à l'Équateur d'accepter une prorogation pour le programme SIEX colombien. L'Équateur avait d'excellentes relations et des liens de longue date avec la Colombie, mais les deux pays étaient aussi liés par le Pacte andin. En sa qualité de Membre de l'OMC, l'Équateur tenait à ce que les accords multilatéraux soient respectés, de manière que le commerce international soit pratiqué sur des bases équitables et prévisibles, et à plus forte raison dans le cas présent, faute de quoi il subirait un préjudice du fait qu'il perdrait des possibilités d'investissement et de commerce extérieur. Les subventions accordées par la Colombie auraient un effet dévastateur sur le commerce intérieur de l'Équateur.

12. L'Équateur ferait aussi en temps opportun des observations sur la demande présentée par la Colombie au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC pour ce qui était de son mécanisme d'aide au transport. Il était en train d'analyser le calcul de la compétitivité qu'il avait demandé au Secrétariat d'effectuer. En tout état de cause, son représentant tenait à préciser que la Colombie avait mentionné une liste complète de tels produits, alors qu'elle réaffirmait dans la réponse n° 6 de ses réponses au Canada (document G/SCM/Q3/COL/8 du 12 mars 2002) que les exportations de produits non traditionnels (autres que le café, le pétrole et les émeraudes) des secteurs industriel et agricole pouvaient bénéficier du mécanisme. La Colombie avait peut-être dit qu'elle donnait une liste des "produits industriels", mais l'annexe 2 du document G/SCM/Q3/COL/13 (à laquelle se référait la réponse) comprenait également des produits agricoles. Manifestement, cette question devait être analysée de manière plus approfondie, et l'Équateur avait l'intention de poursuivre cet exercice de transparence dans un esprit constructif de manière à obtenir le plus de renseignements possible. En conséquence, l'Équateur reviendrait avec d'autres questions.

13. Le représentant du Pérou tenait d'abord à remercier la délégation de la Colombie d'avoir répondu aux questions de son pays. Pareil exercice de transparence était passablement productif dans la mesure où, par exemple, il permettait de déterminer les tenants et aboutissants des questions et des réponses des autres partenaires commerciaux. Le Pérou tenait à réserver son droit de poser des questions concernant les points mentionnés par l'Ambassadeur équatorien. Il s'inquiétait de l'inclusion des produits agricoles dans cette demande de prorogation présentée par la Colombie et souhaitait

revenir ultérieurement sur ces éléments, lorsque sa délégation aurait reçu des instructions de la capitale.

14. À l'instar de son collègue du Pérou, le représentant de la Bolivie tenait à exprimer sa gratitude à la Colombie pour les renseignements qu'elle avait fournis, ainsi que pour les questions et réponses que ceux-ci avaient provoquées. Cette affaire était suivie de près dans sa capitale, et la Bolivie réservait son droit de revenir sur cet élément avec des instructions plus précises.

15. Le représentant de la Colombie a tenu à remercier les délégations des pays andins qui avaient fait des interventions. Il semblait que leurs communications à l'échelle régionale étaient plus difficiles et en retard par rapport à celles qu'ils avaient à Genève. Par ailleurs, la Colombie entretenait d'excellentes relations avec ses voisins.

16. La Colombie avait présenté de nombreuses communications si l'on considérait sa notification et ses réponses à toutes les questions que celle-ci avait suscitées, et elle tenait à faire preuve d'une transparence absolue. Sa délégation ne savait que penser de l'attitude quelque peu légaliste de l'Équateur qui recherchait des prétendues incohérences dans ses réponses. Si l'Équateur s'était donné la peine de lui poser les bonnes questions directement, la Colombie aurait probablement été en mesure de dissiper ses craintes. La Colombie avait fait preuve de transparence et avait essayé de collaborer le plus possible avec l'ensemble des délégations et de répondre à toutes leurs questions.

17. S'agissant du mécanisme d'aide au transport, la question de savoir quels produits bénéficiaient de l'aide était distincte de celle de savoir quels produits pouvaient bénéficier du programme. La Colombie tenait à dire sans équivoque que l'annexe 2 du document G/SCM/Q3/COL/13 énumérait tous les produits qui avaient bénéficié du mécanisme en 2001. Elle avait été suffisamment transparente pour dire qu'en théorie tout autre produit, si demande en était faite, pouvait bénéficier de ce mécanisme. En conséquence, il n'y avait pas d'incohérence, pas plus qu'il n'était raisonnable de laisser entendre qu'il y en avait et de l'exprimer en ces termes.

18. De plus, la Colombie ne réclamait pas un chèque en blanc. Elle demandait une prorogation pour ses programmes, moyennant des conditions que pourrait fixer le Comité, et selon les mêmes critères que ceux auxquels devaient répondre les autres pays qui demandaient des prorogations similaires. Elle ne faisait que notifier ses programmes, comme d'autres pays l'avaient fait, en disant qu'ils répondaient aux critères énoncés dans la décision prise par les Ministres à Doha concernant la possibilité de proroger des programmes de subventionnement des exportations. Plus précisément, en ce qui concernait le Plan Vallejo et la question des prorogations pour les programmes fiscaux applicables dans les zones franches, la Colombie estimait que ces programmes répondaient aux critères prévus à l'article 27.4 et à la Décision sur la mise en œuvre, et elle demandait simplement qu'ils puissent être prorogés. Elle ne demandait aucune espèce de chèque en blanc. Cette expression était inappropriée dans le contexte actuel.

19. En outre, la Colombie avait fait ressortir la nécessité de faire une distinction entre les trois programmes pour lesquels elle demandait une prorogation, en raison des différences de justification pour chaque demande. Dans deux cas, il s'agissait de programmes pour lesquels une prorogation était demandée au titre de l'article 27.4 et de la Décision sur la mise en œuvre et à propos desquels elle avait déjà formulé des observations, à savoir le programme des zones franches et le Plan Vallejo concernant les droits et taxes sur les importations de biens d'équipement. Dans l'autre cas, il s'agissait du mécanisme d'aide au transport, dont la prorogation était demandée au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC seul. Au vu des observations préliminaires de l'Équateur, la Colombie ne donnerait pas de réponse détaillée pour le moment. Elle demandait que l'on veuille bien lui remettre une copie écrite de ces observations, afin qu'elle puisse donner une réponse détaillée ultérieurement. Toutefois, à la lumière des observations préliminaires qu'avait faites l'Équateur par le passé, elle tenait à soulever les points généraux suivants (tout en reconnaissant que le Président avait donné comme directive de

fournir des réponses détaillées par écrit). D'une part, la Colombie estimait nécessaire de rappeler le contexte dans lequel le Comité se livrait à cet exercice. Elle avait mentionné la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, distribuée sous couvert du document WT/MIN(01)/17, lequel avait été approuvé par les Ministres à la Conférence ministérielle de Doha. Ce document était le fruit d'un processus qui s'était amorcé dans le contexte des débats sur la mise en œuvre, auxquels la Colombie avait toujours participé très activement. Dans ce contexte, la Colombie avait dans un premier temps donné son évaluation des critères auxquels devraient répondre les pays désireux de bénéficier de prorogations préférentielles. Dans un deuxième temps, soit au cours du second semestre de 2001, et plus particulièrement durant les jours qui avaient précédé la Conférence ministérielle, elle avait réitéré son argument concernant sa capacité de concurrence relative par rapport aux pays susceptibles de bénéficier d'une prorogation préférentielle. Cet argument avait été accepté par la Conférence ministérielle. Dans le train de mesures associées à la mise en œuvre adopté à Doha, les Ministres étaient convenus de proroger la période de transition pour un groupe de pays répondant aux prescriptions énoncées dans le document G/SCM/39, ainsi que pour ceux qui rempliraient la condition selon laquelle leur compétitivité relative risquait d'être compromise par cet avantage accordé aux Membres de l'OMC qui auraient bénéficié de la prorogation du fait qu'ils répondaient à ces critères. Il était parfaitement évident que la Colombie avait un PNB supérieur à 20 milliards de dollars, et il était étrange que l'importance du PNB doive être le critère permettant de déterminer la taille d'un pays. C'était la première fois que l'intervenant rencontrait un paramètre économique aussi étrange. C'était précisément pour cette raison qu'à Doha les Membres avaient décidé d'ajouter aux critères énoncés dans la décision qui avait été proposée à Genève d'autres critères qui permettraient de rétablir l'équilibre entre les besoins de certains pays qui ne répondaient pas aux critères de ce programme global mais qui néanmoins voyaient leur position concurrentielle compromise sur les marchés internationaux. Tel était le point que souhaitait soulever la Colombie. De ce fait, la Colombie ne pouvait pas comprendre pourquoi certains persistaient à dire qu'elle ne répondait pas aux critères. Il convenait de rappeler que la Colombie avait participé activement, depuis l'époque antérieure à Doha, à faire en sorte que les décisions prises par le Comité relativement à la prorogation de subventions à l'exportation ne soient pas au détriment de certains Membres. C'étaient toujours les pays en développement qui faisaient les frais des débats sur ce genre de décision. La Colombie exprimait toute sa reconnaissance aux pays qui avaient formulé des observations et leur demandait de remettre celles-ci par écrit, de manière qu'elle puisse donner des réponses écrites après les avoir examinées plus attentivement.

20. Le représentant de l'Équateur a indiqué que sa délégation avait préparé des questions, mais ne tenait pas à tout prix à recevoir des réponses précises pour le moment. Celle-ci préférerait que la Colombie ait l'occasion de les examiner attentivement et qu'elle y réponde plus tard. Elle soumettrait donc lesdites questions par écrit. L'intervenant souhaitait commenter très brièvement la déclaration de la Colombie selon laquelle elle avait "participé activement". Cela laissait-il entendre que certains pays n'avaient *pas* participé activement? Cela aurait pu être le cas si un pays tel que l'Équateur s'était tardivement intéressé à cette question, mais il n'en était rien. Lorsque les paramètres relatifs à la valeur du PNB et à la part du marché mondial avaient été établis, l'Équateur avait bel et bien participé au débat visant à s'assurer qu'ils étaient justes et équitables, et que des pays tels que l'Équateur soient à l'aise avec ces paramètres, ce qui était le cas. Au sein de la Communauté andine, l'Équateur et la Bolivie avaient un niveau de développement relativement peu élevé. L'Équateur éprouvait beaucoup d'admiration pour la Colombie, qui était plus industrialisée que bien d'autres pays et qui semblait occuper une part beaucoup plus importante des échanges latino-américains. Toutefois, il ne comprenait toujours pas pourquoi cette dernière tenait à perpétuer ces programmes, qui nuisaient à d'autres économies andines.

21. Le représentant de la Colombie était convaincu que toutes les délégations préoccupées par cette question avaient participé activement et il ne voulait en aucun cas laisser entendre qu'il pouvait ne pas en être ainsi. Si l'observation qu'il avait faite avait pu être interprétée de cette façon, il tenait à s'en excuser auprès de l'ambassadeur équatorien. Il avait simplement voulu faire remarquer que la

Colombie avait toujours été présente aux discussions sur la manière de gérer les subventions. La *totalité* des délégations, et pas seulement la Colombie, *avait bel et bien* participé de manière intensive aux délibérations préalables à cette décision et à son élaboration au sein des divers organes, ainsi qu'à la Conférence ministérielle de Doha où ladite décision avait été adoptée (par l'ensemble des Membres réunis). Il ne devait donc y avoir aucune ambiguïté sur le fait que les Membres qui avaient introduit certains ajouts au texte de la décision de Doha avaient comme objectif d'établir un équilibre entre les intérêts des pays qui répondaient directement aux critères fixés quant au volume de leurs échanges, leur part du commerce mondial et la taille de leur économie, et les intérêts de ceux qui ne répondaient pas aux critères numériques mais n'en voyaient pas moins leurs intérêts menacés. Telle était l'essence de la décision adoptée à Doha. Aucune réserve n'avait été exprimée lors de l'inclusion d'un nouveau paragraphe qui introduisait une certaine flexibilité eu égard aux critères préalables. La Colombie pouvait tout à fait comprendre l'obligation de prévoir un traitement spécial et différencié, à tel point d'ailleurs qu'au sein de la Communauté andine, la Bolivie et l'Équateur avaient toujours bénéficié d'un traitement spécial et différencié de la part d'autres pays en développement – y compris pour ce qui était de certaines questions telles que l'imposition des biens d'équipement. Il ne faisait donc aucun doute que l'ensemble de la question du traitement spécial et différencié avait toute son importance et que la Colombie l'avait intégrée au niveau régional. Voilà pourquoi celle-ci était convaincue que cette question justifiait d'être suivie de très près au niveau multilatéral et que tous les Membres devraient s'y intéresser très activement pour veiller à ce que toute règle, discipline ou exemption soit dûment appliquée au sein de l'OMC. À l'OMC, tous les pays de la Communauté andine étaient des pays en développement.

22. Le Président a remercié les délégations de leurs déclarations; il estimait avoir assisté à des échanges très fructueux qui avaient permis non seulement aux deux délégations concernées, mais aussi à d'autres qui étaient présentes, de mieux comprendre les positions et préoccupations respectives des uns et des autres. Il était particulièrement encouragé par le fait que les deux délégations étaient déterminées à travailler de manière constructive en poursuivant l'objectif de trouver une solution acceptable, non seulement pour ces deux délégations, mais bien sûr pour l'ensemble des Membres de l'OMC. Point n'était besoin d'ajouter qu'il serait toujours à leur disposition afin de faciliter ce processus.

23. La demande suivante était celle du Costa Rica, fondée sur les procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39. Les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires écrites depuis la dernière réunion du Comité. Ces questions étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/CRI/4. Les réponses du Costa Rica à ces questions se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/CRI/5. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

24. La demande suivante était celle de la Dominique. Concernant cette demande, les États-Unis avaient posé des questions complémentaires écrites depuis la dernière réunion du Comité, questions qui étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/DMA/6. Les réponses écrites de la Dominique se trouvaient maintenant dans le document G/SCM/Q3/DMA/7. Étant donné qu'il n'y avait aucun représentant de la Dominique dans la salle, le Président a proposé que le Comité revienne sur cette demande à la prochaine réunion du Comité. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

25. La demande suivante inscrite à l'ordre du jour était celle de la République dominicaine, fondée sur les procédures prévues dans le document G/SCM/39. Depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient posé des questions écrites, qui étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/DOM/6. Les réponses écrites à ces questions se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/DOM/7. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

26. La demande suivante était celle d'El Salvador. Elle était divisée en deux parties, l'une fondée sur les procédures prévues dans le document G/SCM/39 et l'autre sur l'article 27.4 seul. Depuis la dernière réunion du Comité, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires écrites, reproduites dans le document G/SCM/Q3/SLV/6. Les réponses écrites d'El Salvador se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/SLV/7. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

27. La demande suivante était celle de la Grenade. Depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient soumis des questions complémentaires écrites, auxquelles la Grenade avait répondu par écrit. Les questions et les réponses se trouvaient dans les documents G/SCM/Q3/GRD/6 et 7, respectivement. Aucun représentant de la Grenade n'était présent, mais le Président a indiqué qu'il donnerait quand même la parole à toute délégation qui souhaiterait soulever un autre point relativement à la demande présentée par ce pays. Aucune délégation ne s'est prévaluée de cette possibilité.

28. Le Comité est ensuite passé à la demande du Guatemala, qui était fondée sur les procédures prévues dans le document G/SCM/39. Depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient présenté des questions écrites concernant cette demande, et le Guatemala avait donné des réponses écrites, questions et réponses qui se trouvaient dans les documents G/SCM/Q3/GTM/9 et 10, respectivement. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

29. S'agissant de la demande présentée par la Jamaïque, depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient posé des questions complémentaires écrites, qui étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/JAM/7. Les réponses écrites de la Jamaïque se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/JAM/8.

30. La demande suivante inscrite à l'ordre du jour était celle de la Jordanie, relativement à laquelle les États-Unis avaient posé des questions depuis la dernière réunion du Comité, questions reproduites dans le document G/SCM/Q3/JOR/6. Les réponses écrites de la Jordanie à ces questions se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/JOR/7. Aucune question ou observation orale n'a été formulée au sujet de cette demande.

31. La demande suivante, celle du Panama, se divisait en deux parties, une fondée sur les procédures prévues dans le document G/SCM/39, l'autre sur l'article 27.4 seul. Les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires écrites depuis la dernière réunion, questions reproduites dans le document G/SCM/Q3/PAN/12. Les réponses écrites du Panama se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/PAN/13.

32. S'agissant de la demande de Saint-Kitts-et-Nevis, les délégations du Japon et des États-Unis avaient posé des questions écrites depuis la dernière réunion du Comité, questions reproduites dans les documents G/SCM/Q3/KNA/7 et 8, respectivement. Dans la mesure où aucune réponse écrite n'avait été remise avant la réunion et où la délégation concernée n'était pas représentée, le Président a suggéré au Comité de revenir sur cette demande particulière à la prochaine réunion du Comité en juillet. Parallèlement à cela, il tenterait de contacter la délégation de Saint-Kitts-et-Nevis pour clarifier la situation. Les réponses ont été fournies ultérieurement, et étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/KNA/9.

33. La demande suivante inscrite à l'ordre du jour était celle de Saint-Vincent-et-les Grenadines, relativement à laquelle les États-Unis avaient posé des questions écrites depuis la dernière réunion du Comité, questions reproduites dans le document G/SCM/Q3/VCT/7. Étant donné qu'aucune réponse écrite n'avait été reçue pour la date de la réunion et que le représentant de Saint-Vincent-et-les Grenadines n'était pas présent, le Président a suggéré au Comité, comme dans le

cas précédent, de revenir sur cette question à la prochaine réunion, et il réexaminerait la situation. Les réponses ont par la suite été fournies, et étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/VCT/8.

34. La prochaine demande inscrite à l'ordre du jour était celle de la Thaïlande, et se fondait sur l'article 27.4 seul. Depuis la dernière réunion, les délégations de l'Équateur et des États-Unis avaient posé des questions écrites concernant cette demande, lesquelles étaient reproduites dans les documents G/SCM/Q3/THA/13 et /14. Aucune réponse écrite n'avait été reçue de la délégation de la Thaïlande avant la réunion. Les réponses avaient depuis été distribuées sous la cote G/SCM/Q3/THA/15.

35. Le représentant de l'Équateur a dit que sa délégation était préoccupée et estimait qu'aucun type de subvention, de droit spécial, d'avantage ou d'autre versement existant ou susceptible d'être accordé par la Thaïlande en rapport avec deux programmes particuliers, celui du Conseil des investissements (BOI) et celui de l'Office thaïlandais des sites industriels (IEAT), ne devrait faire l'objet d'une prorogation au-delà de la dernière période autorisée en application du paragraphe 2 b) de l'article 27 de l'Accord SMC. L'Équateur estimait que la Thaïlande accroissait la durée des prorogations demandées en répondant à certaines questions posées par les délégations. Selon l'Équateur, les prorogations importantes que sollicitait la Thaïlande – de 13 et 12 ans respectivement – avaient une durée bien supérieure à celles que prévoyaient les règles ou à celles qui étaient envisagées, même dans les procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39. L'Équateur reconnaissait que la Thaïlande ne sollicitait pas une prorogation conformément à ces procédures spéciales, mais faisait néanmoins remarquer que les procédures spéciales fixaient une période de cinq ans pour les prorogations. À cet égard, l'Équateur se référait aux périodes de dix à 13 ans, et à ce qui était indiqué au paragraphe 1 de la page 13 de la demande de la Thaïlande, distribuée sous la cote G/SCM/N/74/THA, et aux réponses données à un certain nombre d'occasions (en particulier, dans le document G/SCM/Q3/THA/10, réponses de la Thaïlande aux questions n° 1 et 3 posées par les Communautés européennes et aux questions n° 1 et 2 posées par les États-Unis). L'intervenant mettrait ces préoccupations par écrit et formulerait également des observations sur le calcul de la compétitivité des exportations au sens de l'article 27.6 que son pays avait réclamé relativement à la demande de la Thaïlande.

36. S'agissant de la demande de l'Uruguay, la délégation des États-Unis avait posé des questions depuis la dernière réunion, questions qui étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/URY/7. Les réponses écrites de l'Uruguay se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/URY/8.

37. Le Comité a pris note des déclarations.

2. Réserves de droits présentées par certains Membres figurant sur la liste de l'annexe VII b)

38. Le point suivant à l'ordre du jour concernait les réserves de droits présentées par quatre Membres énumérés dans l'annexe VII b), conformément aux procédures exposées dans le document G/SCM/39. De nouvelles questions avaient été reçues relativement à chacune de ces réserves de droits.

39. Passant à la réserve de droits présentée par la Bolivie, le Président a indiqué d'abord que ce pays avait communiqué un supplément à sa documentation originelle relative à sa réserve de droits. Ces renseignements additionnels étaient reproduits dans le document G/SCM/N/74/BOL/Suppl.1. Depuis la dernière réunion, les États-Unis avaient posé des questions écrites concernant la réserve de droits de la Bolivie, et celle-ci avait fourni des réponses, le tout distribué sous les cotes G/SCM/Q3/BOL/6 et 7 respectivement.

40. Suivait la réserve de droits présentée par le Honduras, relativement à laquelle les États-Unis avaient posé des questions écrites depuis la dernière réunion du Comité. Ces questions étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/HND/7. Les réponses écrites du Honduras se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/HND/8.

41. Suivait la réserve de droits présentée par le Kenya, relativement à laquelle les États-Unis avaient posé des questions écrites depuis la dernière réunion du Comité. Ces questions étaient reproduites dans le document G/SCM/Q3/KEN/7. Les réponses écrites du Kenya se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/KEN/8.

42. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation, pour sa part, n'avait d'autre choix que de reconnaître et de respecter le droit des Membres de demander des renseignements pertinents pour les travaux du Comité. Comme sa délégation l'avait indiqué précédemment, elle était disposée à fournir aux Membres tous les renseignements que ceux-ci demanderaient parce que le Kenya considérait comme son devoir de travailler de manière constructive à l'avancement de toutes les questions relevant de la compétence du Comité. Toutefois, le Kenya tenait à signaler que sa délégation aurait peut-être de la difficulté à faire le lien plus tard entre sa demande de réserve de droits au titre des procédures énoncées dans le document G/SCM/39 et l'obligation dont il devait s'acquitter aux termes de l'Accord SMC. Sa détermination à remplir l'obligation prévue dans l'Accord SMC – nonobstant certaines difficultés liées au manque de capacité – devrait néanmoins être traitée différemment de sa réserve de droits au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC. À cet égard, le Kenya tenait à réitérer qu'il n'attendait du Comité aucune action formelle, si ce n'était que de prendre note de ses intentions. Le Kenya espérait que c'était là exactement ce qui était ressorti à la réunion de mars. Il estimait en conséquence que l'action du Comité ne deviendrait nécessaire qu'au moment où le Kenya serait exclu de la liste de l'annexe VII b).

43. S'agissant de la réserve de droits présentée par Sri Lanka, les États-Unis avaient, depuis la dernière réunion, posé des questions écrites, reproduites dans le document G/SCM/Q3/LKA/8. Les réponses écrites de Sri Lanka se trouvaient dans le document G/SCM/Q3/LKA/9.

44. Le Comité a pris note des déclarations.

B. EXAMEN DES DEMANDES PRÉSENTÉES PAR LE SURINAME, LES FIDJI ET LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

45. Dans le cadre du point B inscrit à l'ordre du jour, le Comité s'est penché sur les demandes présentées par le Suriname, les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. À sa dernière réunion, il n'avait pas pu examiner ces demandes, étant donné qu'aucune réponse écrite n'avait fait suite aux questions posées par écrit, en plus du fait que les Membres concernés, n'étant pas représentés à la réunion, n'avaient pas donné de réponses orales. Le Président croyait comprendre que la situation n'avait pas changé, en ce sens qu'aucune réponse écrite n'avait encore été communiquée pour donner suite aux questions posées à ce jour par écrit. Aucune des trois délégations concernées n'étant présente à la réunion, le Président a de nouveau suggéré que le Comité revienne sur cette question à la prochaine réunion.

46. Le Comité a pris note de la déclaration.

C. EXAMEN DES DEMANDES AU SUJET DESQUELLES AUCUNE QUESTION ADDITIONNELLE N'A ÉTÉ REÇUE À CE JOUR

47. Le dernier point à l'ordre du jour se rapportant aux demandes de prorogation présentées au titre de l'article 27.4 était l'examen des deux demandes au sujet desquelles aucune question additionnelle n'avait été reçue depuis la dernière réunion du Comité. Il s'agissait des demandes

présentées par Maurice et par Sainte-Lucie. Le Président a indiqué que des questions écrites avaient été posées relativement à ces demandes avant la dernière réunion du Comité, et que des réponses orales avaient été données à ladite réunion. Les deux délégations concernées avaient également fourni des réponses écrites aux questions écrites originelles (distribuées sous couvert des documents G/SCM/Q3/MUS/5 et G/SCM/Q3/LCA/5, respectivement).

48. La représentante de Sainte-Lucie a expliqué que l'absence de ses collègues des États voisins à la réunion s'expliquait par le fait que plusieurs de ces États n'avaient pas de représentation à Genève. Leur participation à la dernière réunion avait été possible en raison de la tenue de la "semaine de Genève" la semaine d'avant. Si le Comité n'avait pas reçu de réponses écrites, c'était que les pays de cette région, même dotés de législations très similaires et ayant reçu les mêmes questions, pouvaient avoir des manières fort différentes de mettre en œuvre leurs législations, en dépit du fait qu'ils puissent parler la même langue. Malheureusement, comme il n'y avait qu'une personne affectée dans chaque pays aux relations commerciales internationales et que cette personne avait bien d'autres responsabilités à assumer, il n'avait pas été possible d'avoir les réponses à temps pour la réunion d'aujourd'hui. L'intervenante tenait à ce qu'il soit consigné dans le compte rendu que cette absence n'était pas imputable à un désintérêt mais plutôt à un manque de ressources et de représentation.

49. Le Président a laissé entendre qu'il pourrait communiquer avec ces délégations afin de comprendre la nature exacte des difficultés qui pourraient les empêcher de participer aux travaux du Comité.

50. Avant de conclure l'examen des demandes au titre de l'article 27.4 et des réserves de droits, le Président souhaitait faire le point sur les travaux du Comité et sur ce qu'il conviendrait de faire pour optimiser l'emploi du temps d'ici à la prochaine réunion, qui aurait lieu le 25 juillet. D'abord, il estimait que le processus des questions et réponses écrites fonctionnait très bien et avait contribué à une meilleure compréhension par tous des programmes faisant l'objet des demandes de prorogation. À la fin de ce processus, le Comité disposerait d'une base de données fort utile dans laquelle il pourrait puiser de l'information à l'avenir, y compris pour les besoins des réexamens annuels que devrait mener le Comité au sujet des prorogations accordées cette année. Le débat d'aujourd'hui s'était révélé extrêmement fructueux, en ce sens qu'il avait permis d'apporter de nouveaux éclaircissements et d'enrichir la mémoire collective. Le processus des questions et réponses écrites et orales permettait manifestement de diminuer les besoins en explications, et il semblait que le Comité ait réussi à toutes fins utiles à donner l'heure juste sur un grand nombre de programmes.

51. Au cours de la période qui avait précédé la réunion, le Président avait eu des discussions informelles avec un certain nombre de délégations, et il était heureux de dire que celles avec lesquelles il s'était entretenu avaient dit être très satisfaites du niveau général de transparence et de coopération offert par les Membres qui présentaient des demandes de prorogation. À son avis, cela témoignait de l'esprit constructif et de la bonne volonté de tous, et il en était très réconforté. Il ne pouvait qu'en déduire que cela augurait bien pour la phase décisionnelle du processus, que le Comité entamerait bientôt.

52. S'agissant du processus décisionnel, le Comité avait certes beaucoup avancé dans son examen des demandes au titre de l'article 27.4 et des réserves de droits, mais il comprenait tout à fait qu'un certain nombre de Membres ne soient pas encore en mesure d'arrêter une décision. Comme le Comité l'avait constaté, un certain nombre de questions restaient en suspens, et il serait prudent de prévoir une nouvelle série de questions et réponses additionnelles avant la prochaine réunion. À cet égard, le Président rappellerait simplement aux Membres ayant présenté des demandes de prorogation au titre de l'article 27.4 l'importance de fournir dans les moindres délais des réponses écrites aux questions posées, dans la mesure où le Comité ne pourrait engager la phase décisionnelle tant qu'il resterait des questions sans réponse.

53. S'agissant des dates limites pour présenter les questions et réponses écrites avant la réunion de juillet, le Président a demandé aux Membres qui souhaitent poser des questions additionnelles de les soumettre par écrit au Membre concerné, avec copie au Secrétariat, au plus tard le 3 juillet 2002. Les réponses écrites devraient être envoyées directement aux Membres qui avaient posé les questions, avec copie au Secrétariat, au plus tard le 19 juillet 2002. Pour conclure, le Président exprimait son espoir et son intention de rester en contact avec les Membres d'ici à la prochaine réunion pour voir à ce que des réponses soient données à toutes les questions, de manière que tous les Membres aient la meilleure compréhension possible des programmes faisant l'objet des demandes de prorogation.

54. Le Comité a pris note de toutes les déclarations.

2. Séminaire sur les notifications concernant les subventions

55. Le Président a rappelé qu'à sa réunion ordinaire du 3 mai, le Comité avait pris une décision, distribuée sous couvert du document G/SCM/43, concernant la base pour la demande de budget relative au séminaire de deux jours sur les notifications concernant les subventions dont la tenue devait coïncider avec la réunion automnale ordinaire du Comité. Comme les Membres n'étaient pas sans le savoir, une liste des pays qui sollicitaient un parrainage financier à cet égard avait été télécopiée au Comité, les délégations ayant la possibilité de s'opposer à ce qu'un pays en particulier figure sur cette liste. Il souhaitait porter quelques points additionnels à l'attention des Membres.

56. Premièrement, depuis la distribution de la liste par le Secrétariat le 30 mai, trois nouvelles délégations avaient fait savoir qu'elles considéraient avoir besoin d'un parrainage financier pour assister au séminaire.

57. Deuxièmement, plusieurs délégations avaient dit que cette liste, telle que distribuée, leur posait problème. À cet égard, le Président a proposé de suspendre la réunion sur ce point de l'ordre du jour, de manière qu'il ait la possibilité de mener des consultations en vue de résoudre ces difficultés et de reprendre la réunion au plus tard dans deux semaines. En présentant cette suggestion, il souhaitait rappeler aux délégations que le Comité cherchait une base pour la demande de budget relative à ce séminaire. Il avait toujours été clair qu'une fois présentée, cette demande de budget suivrait le même cheminement que les demandes de financement ordinaires relatives aux activités d'assistance technique de l'OMC. Il serait tenu compte des possibilités que permettrait le montant global affecté à l'assistance technique, d'où la possibilité que les fonds disponibles soient insuffisants pour répondre entièrement à toutes les demandes. La liste des pays visait expressément à permettre la planification des demandes de budget relatives au séminaire; elle n'avait rien à voir avec les droits et obligations juridiques des Membres en vertu de l'Accord SMC. Pour conclure, le Président a suggéré au Comité de suspendre la réunion afin de lui permettre de mener des consultations et de revenir sur cette questions dans deux semaines.

58. Le représentant des États-Unis a dit qu'il serait intéressant de profiter de l'occasion offerte par le fait que le Président engagerait des consultations pour examiner la possibilité d'élaborer un processus en vue d'évaluer les résultats du séminaire, sous la forme d'indications positives concernant les avantages qu'il apporterait (par exemple, des notifications additionnelles présentées durant la période postérieure à celle prévue, etc.). Les États-Unis ne s'étaient pas encore penchés sur une pareille éventualité, mais elle pourrait très bien s'intégrer dans les consultations que mènerait le Président.

59. Le Président a noté que cette manière de procéder semblait acceptable pour tous. La réunion serait donc suspendue pour lui permettre d'engager les consultations. Il en profiterait effectivement pour examiner les possibilités évoquées par la délégation des États-Unis. À cet égard, il estimait que le Comité n'achèverait pas nécessairement son débat sur cette question avant les vacances d'été, et qu'il pourrait le poursuivre jusqu'à une date plus rapprochée de l'activité elle-même. Il

communiquerait aux Membres le plus tôt possible les informations pertinentes pour la reprise de la réunion.

60. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu d'agir en conséquence.

61. La réunion a de ce fait été déclarée close pour tous les points inscrits à l'ordre du jour sauf celui relatif au séminaire sur les notifications concernant les subventions, pour lequel elle a été suspendue. Par télécopie en date du 21 juin 2002, le Président a fait savoir aux Membres qu'il présenterait une demande de budget pour le séminaire sur les notifications concernant les subventions le 24 juin. Compte tenu de ce qui précède, et du fait que la réunion du 17 juin 2002 avait été suspendue uniquement pour ce point de l'ordre du jour, le Président a estimé qu'il n'était plus nécessaire de réunir de nouveau le Comité, contrairement à ce qu'il avait précédemment suggéré. En conséquence, la réunion a été déclarée close pour ce point également.
